

Coup d'Etat : les mêmes protagonistes étaient déjà dans le coup en 2006 ?

N.S. dans "A Vous la Parole" - TopMada.com 13/02/2009



Monja Roindefo, Ny Hasina Andriamanjato, Elia Ravelomanantsoa

Elia Ravelomanantsoa, Ny Hasina Andriamanjato, Monja Roindefo trois proches conseillés d'Andry Rajoelina dans son face à face avec le président Ravalomanana, avaient déjà soutenu la tentative d'instauration d'un directoire militaire du général "Fidy" fin 2006.

Rappel des faits : Un "coup d'Etat manqué"

En pleine période électorale, le général Randrianafidisoa, dit général "Fidy" a proclamé le 17 novembre 2006 la mise en place d'un directoire militaire et s'est retranché au sein de la base aéronavale d'Ivato sur l'aéroport d'Antananarivo. Cette tentative a tourné court. La base d'Ivato a été reprise en main le lendemain par les éléments loyalistes de l'armée. Un militaire a été tué au cours de ces événements alors que le général Fidy a pu quitter les lieux. Un mandat d'arrêt avait alors été lancé à son encontre, de même qu'une prime de 100 millions d'Ariary avait été offerte à toute personne qui livrerait des renseignements permettant son arrestation. Après une disparition de quelques semaines, une fuite rocambolesque vers son village natal, le général Fidy est finalement arrêté peu après son retour dans la capitale. Il est présenté au parquet le 19 décembre 2006. Sept autres officiers supérieurs sont aussi arrêtés ou recherchés. Six chefs d'inculpation pesaient alors sur sa personne : atteinte à la sûreté de l'État, rébellion, meurtre, usurpation de titre, séquestration et menace verbale de mort.

Soutien de 8 candidats de l'opposition à l'élection présidentielle

Le "coup de force" du général Fidy a pris une autre dimension, beaucoup plus politique lorsque huit candidats à l'élection présidentielle ont annoncé leur soutien.

"Nous estimons que l'initiative du général Randrianafidisoa est justifiée (...) en tant que militaire, il a pris ses responsabilités pour défendre la légalité, dans l'intérêt supérieur de la Nation", a déclaré à la presse le candidat Pety Rakotoniaina.

Les candidats Elia Ravelomanantsoa, Ferdinand Razakarimanana, pasteur Daniel Rajakoba ou encore Ny Hasina Andriamanjato se sont montrés fermes dans leur position en faveur du général.

"Nous n'accepterons pas que le général Fidy et les militaires qui l'ont accompagné soient poursuivis", soutient en outre Pety Rakotoniaina.

Le soutien annoncé par les 8 candidats au général Fidy n'a pas été gratuit. Il entrait dans un cadre beaucoup plus vaste. **Il s'apparentait à une invitation aux forces armées à basculer dans le camp des candidats.** D'ailleurs, le candidat Pety Rakotoniaina n'a pas raté l'occasion pour lancer un appel "aux forces armées, mais également aux magistrats et à l'administration", selon ses termes.

"Le ralliement a pour objectif la défense de la légalité", selon Ny Hasina Andriamanjato.

Six candidats et deux représentants de candidats se sont finalement mis d'accord sur une action commune à entreprendre. Pour montrer leur solidarité, ils avaient décidé d'organiser ensemble un meeting au stade municipal de Mahamasina

Pety Rakotoniaina, Daniel Rajakoba, Ny Hasina Andriamanjato, Ferdinand Razakarimanana, Manandafy Rakotonirina, Elia Ravelomanantsoa ainsi que les représentants de Monja Roindefo et de Philippe Tsiranana avaient également appelé leurs partisans à organiser d'autres manifestations du même genre dans les autres provinces. D'après l'Express de Madagascar du 23 novembre 2006, l'objectif de l'alliance était de faire pression sur le gouvernement pour amener ce dernier à repousser la date de l'élection présidentielle, et inviter l'électorat à boycotter le scrutin si le gouvernement persiste à l'organiser.

"Nos manifestations consisteront surtout à expliquer au peuple que la date du 3 décembre est illégale afin qu'il ne vote pas à l'aveuglette", avait expliqué le pasteur Daniel Rajakoba.

Manandafy Rakotonirina, lui: "ne veut pas cautionner le juridisme des partisans de la thèse de l'illégalité de la date du 3 décembre (...) l'élection doit être reportée le temps de préparer les conditions de normalisation démocratique du pays"

Epilogue

La Cour criminelle d'Antananarivo a condamné début 2008 le général Randrianafidisoa à 15 ans de travaux forcés avec quatre autres officiers de l'armée (3 colonels et 1 capitaine) et l'ancien maire Pety Rakotoniaina à 10 ans de travaux forcés avec deux autres officiers (deux colonels) impliqués dans cette affaire. Par ailleurs, les neuf condamnés devront s'acquitter de dommages et intérêts de 55 659 820 Ariary.

Le mouvement initié par les candidats à l'élection présidentielle n'eut pas beaucoup d'échos ni à Tana, ni en province, et au bout de quelques mois de joutes verbales, le mouvement disparut.

2006=>2009...

En 2009, ce qui est troublant c'est que les mêmes protagonistes, Ny Hasina Andriamanjato, Elia Ravelomanantsoa, et Monja Roindefo ont soutenu la tentative de coup de force avec le même mode opérationnel qu'en 2006 : s'appuyer sur un général pour s'attirer le soutien de l'armée.

Dans la crise actuelle, en effet une partie de l'armée semble avoir basculé d'où les licenciements de généraux décidés en conseil des ministres. N'oublions pas aussi que 300 fausses tenues de militaires ont été trouvées à Itaosy avant l'affrontement de samedi.

En revanche à l'époque en 2006, il n'y avait pas encore de leader charismatique, mais la méthode était déjà presque au point, il ne restait sans doute plus qu'à l'affiner : davantage de marketing et beaucoup de communication. Andry Rajoelina représentait donc le messie tant attendu d'autant plus que son père est un colonel.

Ce coup d'État semble-t-il être préparé depuis longue date ? Une chose est sûre, il existe une vraie similitude des faits.

Sources :

[L'Express de Madagascar du 23/11/2006](#)

[Madagascar Tribune du 20/05/2008](#)